



# Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale  
25 octobre 2017  
Français  
Original : anglais

## Comité des droits de l'enfant

### Observations finales concernant le rapport du Tadjikistan valant troisième à cinquième rapports périodiques\*

#### I. Introduction

1. Le Comité a examiné le rapport du Tadjikistan valant troisième à cinquième rapports périodiques (CRC/C/TJK/3-5) à ses 2226<sup>e</sup> et 2227<sup>e</sup> séances (voir CRC/C/SR.2226 et 2227), le 13 septembre 2017, et a adopté les présentes observations finales à sa 2251<sup>e</sup> séance, le 29 septembre 2017.
2. Le Comité accueille avec satisfaction le rapport du Tadjikistan valant troisième à cinquième rapports périodiques, ainsi que les réponses écrites à la liste de points (CRC/C/TJK/Q/3-5/Add.1), qui lui ont permis de mieux appréhender la situation des droits de l'enfant dans l'État partie. Il se félicite du dialogue constructif qu'il a eu avec la délégation multisectorielle de haut niveau de l'État partie.

#### II. Mesures de suivi adoptées et progrès réalisés par l'État partie

3. Le Comité accueille avec satisfaction les progrès réalisés par le Tadjikistan dans plusieurs domaines, notamment la ratification d'instruments internationaux, ou l'adhésion à de tels instruments, en particulier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il prend également note avec satisfaction des mesures législatives, institutionnelles et de politique générale qui ont été prises pour mettre en œuvre la Convention, notamment l'adoption de la loi relative à la protection des droits de l'enfant (2015) et la création du Bureau du Médiateur pour les droits de l'enfant (2016).

#### III. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

4. Le Comité rappelle à l'État partie le caractère indivisible et interdépendant de tous les droits consacrés par la Convention et souligne l'importance de toutes les recommandations figurant dans les présentes observations finales. Il appelle l'attention de l'État partie sur les recommandations concernant les domaines ci-après, dans lesquels il est urgent de prendre des mesures : châtiments corporels (par. 22) ; milieu familial (par. 25) ; enfants handicapés (par. 29) ; santé et services de santé, en particulier la nutrition (par. 31 et 33) ; administration de la justice pour mineurs (par. 47).

\* Adoptées par le Comité à sa soixante-seizième session (11-29 septembre 2017).



## A. Mesures d'application générales (art. 4, 42 et 44 (par. 6))

### Législation

5. Prenant note de l'adoption, en 2015, de la loi relative à la protection des droits de l'enfant et de la décision prise par le Gouvernement de désigner le Ministère de l'éducation et de la science comme autorité responsable de l'application de cette loi, le Comité recommande à l'État partie d'édicter des règlements et de mettre en place des mécanismes d'exécution pour veiller à l'application de ce texte. Le Comité lui recommande également d'harmoniser ses différents textes législatifs se rapportant aux enfants, en particulier le Code de la famille (2010), la loi relative à la protection des droits de l'enfant (2015), le Code de procédure pénale (2016) et la loi relative à la responsabilité des parents en matière d'instruction et d'éducation des enfants (2011), en veillant à ce qu'ils soient conformes aux dispositions de la Convention, et de donner des garanties concernant la fourniture d'une aide et d'une protection intégrales à tous les enfants dans l'État partie.

### Politique et stratégie globales

6. Tout en félicitant l'État partie pour les programmes et politiques en place dans différents domaines touchant à l'enfance, le Comité l'encourage à formuler et à adopter une politique nationale globale relative aux enfants portant sur tous les domaines couverts par la Convention et, sur la base de cette politique, d'élaborer une stratégie d'exécution et de la doter de ressources humaines, techniques et financières suffisantes.

### Coordination

7. Le Comité engage l'État partie à veiller à l'application du Règlement relatif aux commissions des droits de l'enfant (2017) et à fournir un appui approprié au service de protection des droits de l'enfant du Cabinet du Président, à la Commission gouvernementale des droits de l'enfant et à ses représentations à l'échelon des provinces et des districts, notamment en leur allouant les ressources humaines, techniques et financières nécessaires, pour leur permettre de mieux coordonner l'ensemble des activités liées à la mise en œuvre de la Convention, sur le plan intersectoriel et au niveau du pays, des provinces et des districts, afin d'améliorer l'efficacité des services de protection de l'enfance. Il recommande en outre à l'État partie d'achever le processus de réforme institutionnelle pour éviter tout chevauchement des activités des organes de tutelle et des commissions des droits de l'enfant.

### Allocation de ressources

8. Compte tenu de son observation générale n° 19 (2016) sur l'élaboration des budgets publics aux fins de la réalisation des droits de l'enfant, le Comité recommande à l'État partie :

a) De procéder à une évaluation complète des ressources financières nécessaires à la réalisation des droits de l'enfant et d'allouer des crédits budgétaires suffisants, conformément à l'article 4 de la Convention, et, en particulier, d'accroître les crédits alloués aux secteurs sociaux et de réduire les disparités, en se basant sur les indicateurs relatifs aux droits de l'enfant ;

b) D'élaborer le budget de l'État en suivant une approche fondée sur les droits de l'enfant, et de mettre en œuvre un système de suivi de l'affectation et de l'emploi des ressources destinées aux enfants couvrant l'ensemble du budget ;

c) D'utiliser ce système de suivi pour déterminer comment les effets des investissements dans un secteur contribuent au respect de l'intérêt supérieur de l'enfant, en veillant à mesurer séparément ces effets sur les filles et sur les garçons ;

d) De prendre immédiatement des mesures pour combattre la corruption et renforcer les moyens institutionnels de détecter les pratiques de corruption, d'enquêter sur ces pratiques et d'en poursuivre les auteurs.

#### Collecte de données

9. Notant le peu de progrès accomplis dans la collecte de données et se référant à son observation générale n° 5 (2003) sur les mesures d'application générales de la Convention, le Comité :

a) Recommande une nouvelle fois à l'État partie de recueillir des données concernant toutes les personnes de moins de 18 ans. Il souligne que ces données sont essentielles pour analyser la situation des enfants en vue de concevoir des politiques ciblées ;

b) Recommande que les données recueillies et produites par le bureau de la statistique de l'État partie soient ventilées, notamment par âge, sexe, zone géographique, origine ethnique et situation sociale et économique et servent effectivement à informer les décideurs, et que des efforts soient faits pour renforcer les capacités des organismes publics en matière d'analyse des données ;

c) Recommande à l'État partie de solliciter à cet égard l'assistance technique du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), entre autres.

#### Mécanisme de suivi indépendant

10. Le Comité se félicite de la création du Bureau du Médiateur pour les droits de l'enfant en 2016 et, se référant à son observation générale n° 2 (2002) concernant le rôle des institutions nationales indépendantes de défense des droits de l'homme dans la protection et la promotion des droits de l'enfant, recommande à l'État partie :

a) De garantir l'indépendance du Bureau du Médiateur, y compris en ce qui concerne son financement, son mandat et ses immunités ;

b) De renforcer l'efficacité avec laquelle la division de la protection des droits de l'enfant du Bureau du Médiateur pour les droits de l'homme reçoit et examine des plaintes émanant directement d'enfants, notamment en sensibilisant le public, et en particulier les enfants, à l'existence de ce mécanisme.

#### Diffusion, sensibilisation et formation

11. Le Comité recommande une nouvelle fois à l'État partie d'élaborer, à l'intention des enfants, des parents, de la société civile et de tous les secteurs et tous les niveaux des pouvoirs publics dans l'ensemble du pays, un programme systématique et durable de diffusion d'informations sur la mise en œuvre de la Convention. Il faudrait notamment concevoir des programmes de formation à l'intention de toutes les catégories de professionnels qui travaillent avec et pour les enfants. Le Comité encourage l'État partie à solliciter à cet égard l'assistance technique de l'UNICEF et d'autres organismes compétents, entre autres. (Voir CRC/C/TJK/CO/2, par. 21)

#### Coopération avec la société civile

12. Tout en se félicitant du renforcement de la coopération avec les organisations de la société civile, le Comité recommande à l'État partie de continuer à intensifier sa collaboration avec ces organisations dans le domaine des droits de l'enfant, notamment en les associant systématiquement à la planification, à l'exécution, au suivi et à l'évaluation des politiques, plans et programmes relatifs aux droits de l'enfant.

## B. Définition de l'enfant (art. 1<sup>er</sup>)

13. Le Comité accueille avec satisfaction la modification apportée au Code de la famille en 2010, qui relève l'âge minimum du mariage à 18 ans, mais reste préoccupé par le fait que, dans des circonstances exceptionnelles, les enfants de 17 ans peuvent encore se marier. Le Comité demande instamment à l'État partie de revoir son Code de la famille afin d'éliminer les dispositions prévoyant des exceptions à l'âge minimum du mariage, tant pour les filles que pour les garçons, et de prendre toutes les mesures voulues pour mettre un terme aux mariages d'enfants.

## C. Principes généraux (art. 2, 3, 6 et 12)

### Non-discrimination

14. Tout en notant que la discrimination est interdite par la loi, le Comité exprime une nouvelle fois sa préoccupation (voir CRC/C/TJK/CO/2, par. 26) et recommande à l'État partie de continuer de prendre rapidement des mesures pour mettre fin, dans la pratique, à tous les cas de discrimination à l'égard des filles, des enfants handicapés, des enfants vivant avec le VIH/sida, des enfants roms/jughis, des enfants placés en institution, des enfants des zones rurales et reculées, et des enfants demandeurs d'asile ou réfugiés, notamment en apportant en priorité un appui à ces groupes au moyen de programmes ciblés visant à assurer l'égalité d'accès à tous les services publics, et en particulier à l'éducation et aux services de santé, et en s'attaquant aux attitudes et aux pratiques sociales et culturelles.

### Intérêt supérieur de l'enfant

15. Se référant à son observation générale n° 14 (2013) sur le droit de l'enfant à ce que son intérêt supérieur soit une considération primordiale, le Comité recommande à l'État partie de veiller à ce que ce droit soit dûment intégré et soit interprété et appliqué avec cohérence dans toutes les procédures et décisions législatives, administratives et judiciaires, s'agissant en particulier d'éviter que des enfants ne soient inutilement séparés de leurs parents et placés en structure d'accueil, ainsi que dans l'ensemble des politiques, programmes et projets qui concernent les enfants ou qui ont des effets sur eux.

### Respect de l'opinion de l'enfant

16. Le Comité prend note de la loi par laquelle les enfants ne peuvent exercer leur droit d'être entendu que dans les affaires relatives à la famille et à l'adoption et seulement s'ils sont âgés de 10 ans ou plus. Se référant à son observation générale n° 12 (2009) sur le droit de l'enfant d'être entendu, il recommande à l'État partie de veiller à l'introduction dans sa législation d'une disposition selon laquelle tous les enfants sont en droit d'être entendus sur toutes les questions les intéressant. Il lui recommande également de mettre en œuvre des programmes et de mener des activités de sensibilisation en vue de promouvoir une attitude respectueuse de l'opinion de l'enfant et de favoriser une participation utile et autonome de tous les enfants au sein de la famille, dans la collectivité et à l'école, et de veiller à ce que tous les professionnels travaillant avec ou pour les enfants reçoivent une formation à cet égard.

## D. Libertés et droits civils (art. 7, 8 et 13 à 17)

### Enregistrement des naissances

17. Étant donné qu'au Tadjikistan une grande partie des enfants de moins de 5 ans n'ont pas d'acte de naissance, le Comité, rappelant la cible 16.9 des objectifs de développement durable visant à garantir à tous une identité juridique, engage vigoureusement l'État partie à continuer de faciliter l'accès aux procédures d'enregistrement des naissances en étendant l'utilisation des unités mobiles d'enregistrement de l'état civil, en réduisant les délais de traitement, en supprimant

tous les coûts supplémentaires, en réduisant les exigences relatives aux pièces justificatives et en encourageant la déclaration des naissances qui ont lieu à domicile. Il lui recommande en outre de solliciter l'assistance technique de l'UNICEF, entre autres, pour mettre en œuvre ces recommandations.

#### **Liberté d'expression**

18. Le Comité recommande à l'État partie de mettre en place des mécanismes pour l'application de la loi de 2004 relative à la jeunesse et à la politique publique pour la jeunesse, qui prévoit la possibilité pour les enfants d'exprimer leurs opinions à tous les stades de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques dans tous les processus de prise de décisions d'ordre politique, économique ou autre, tant chez eux qu'en public.

#### **Liberté de pensée, de conscience et de religion**

19. Le Comité recommande à l'État partie de garantir le droit de chaque enfant de pratiquer librement sa religion ou sa conviction, notamment en modifiant sa loi relative à la responsabilité des parents en matière d'instruction et d'éducation des enfants (2011), qui dispose que seuls les établissements reconnus par l'État peuvent dispenser une instruction religieuse et ce uniquement aux enfants âgés de 7 ans ou plus et qui interdit aux enfants d'entrer dans les mosquées.

### **E. Violence à l'égard des enfants (art. 19, 24 (par. 3), 28 (par. 2), 34, 37 a) et 39)**

#### **Torture et autres peines ou traitements cruels ou dégradants**

20. Compte tenu de son observation générale n° 13 (2011) sur le droit de l'enfant d'être protégé contre toutes les formes de violence et de la cible 16.2 des objectifs de développement durable visant à mettre un terme, notamment, à toutes les formes de violence dont sont victimes les enfants, le Comité rappelle la recommandation qu'il a déjà formulée (voir CRC/C/TJK/CO/2, par. 38) et demande à l'État partie :

a) De lutter contre le risque élevé de torture et de mauvais traitements auquel seraient exposés les enfants détenus par la police, en particulier lors de leur arrestation, de leur transfert au poste de police et de leur interrogatoire, en appliquant les dispositions juridiques en vigueur de manière à poursuivre les auteurs de tels actes et à accorder une indemnisation appropriée aux enfants victimes ;

b) D'interdire et de cesser immédiatement de mettre à l'isolement, en tant que mesure disciplinaire, des enfants privés de liberté ;

c) De doter de ressources adéquates le Médiateur pour les droits de l'enfant de manière à lui donner les moyens de continuer de surveiller tous les lieux où des enfants sont privés de liberté, y compris les institutions et les structures offrant une protection de remplacement, afin de garantir la protection des enfants contre toutes les formes de torture et de traitements inhumains ou dégradants et de leur donner accès à un mécanisme confidentiel, sûr et adapté à leurs besoins pour déposer plainte concernant leur privation de liberté, leurs conditions de détention ou d'internement ou le traitement qui leur est réservé.

#### **Châtiments corporels**

21. Le Comité prend note de l'adoption de la loi sur les responsabilités parentales en matière d'éducation et d'instruction des enfants (2011), de la loi sur la prévention de la violence familiale (2013) et du plan stratégique connexe (2014-2023), de la loi sur l'éducation (2013) et de la loi sur les droits de l'enfant (2015). Il constate toutefois avec une profonde préoccupation que :

a) Le cadre législatif n'interdit pas expressément les châtiments corporels contre les enfants, y compris à la maison, dans les structures offrant une protection de

remplacement, dans les structures d'accueil de jour et dans les établissements pénitentiaires ;

b) Bien que les châtiments corporels contre les enfants soient interdits à l'école, la mise en œuvre de cette interdiction, établie par la loi sur l'éducation (2013), est déficiente faute de mécanisme de signalement.

**22. Se référant à son observation générale n° 8 (2006) sur le droit de l'enfant à une protection contre les châtiments corporels et les autres formes cruelles ou dégradantes de châtiments, le Comité prie instamment l'État partie :**

a) **D'interdire expressément en droit les châtiments corporels dans tous les contextes ;**

b) **D'accroître les capacités et le nombre des agents qui s'attachent, dans tout le pays, à prévenir la violence familiale, et d'élargir leur mandat à tous les contextes où violence est faite aux enfants, de sorte que l'interdiction de ce type de violence, y compris les châtiments corporels, soit dûment contrôlée et respectée dans tous les contextes ;**

c) **D'établir des mécanismes de signalement du recours à des châtiments corporels dans tous les contextes et de veiller à ce que des enquêtes et des procédures administratives et judiciaires soient engagées rapidement et systématiquement chaque fois que des violences sont commises contre des enfants, et à ce que les données sur de tels cas et l'issue qui leur a été donnée soient recueillies et ventilées ;**

d) **De renforcer l'aide aux enfants victimes de violence et de veiller à ce qu'ils aient accès à des services appropriés de réadaptation et de conseil ;**

e) **De promouvoir des formes positives, non violentes et participatives d'éducation et de discipline en recourant à des campagnes de sensibilisation et à des agents formés travaillant avec les familles.**

#### **Pratiques préjudiciables**

**23. Préoccupé par la persistance de mariages religieux « nikah » d'enfants de moins de 18 ans, en particulier dans les collectivités rurales et isolées, le Comité recommande à l'État partie d'adopter une stratégie nationale de lutte contre le mariage des enfants et de continuer à mettre en place des programmes complets de sensibilisation aux conséquences négatives des mariages précoces sur les enfants, en particulier à l'intention des chefs religieux dans les zones rurales.**

### **F. Milieu familial et protection de remplacement (art. 5, 9 à 11, 18 (par. 1 et 2), 20, 21, 25 et 27 (par. 4))**

#### **Milieu familial**

**24. Le Comité est préoccupé par :**

a) Le taux toujours élevé des placements d'enfants en institution au motif de l'incapacité financière de leurs parents à pourvoir à leur éducation (voir CRC/C/TJK/CO/2, par. 42) ;

b) La séparation des enfants de leur famille du fait que leurs parents sont des déplacés internes ou des migrants internationaux et le délaissement dont souffre ces enfants ;

c) La participation d'enfants à des activités économiques pour aider leur famille.

**25. Le Comité recommande à l'État partie :**

a) **D'accroître sensiblement l'aide sociale et financière et les prestations fournies aux familles vulnérables, en accordant une attention particulière aux mères célibataires, afin de les aider à prendre soin de leurs enfants au sein de la famille,**

notamment en privilégiant l'offre de conseils pratiques et d'orientations sur l'éducation des enfants ;

b) De sensibiliser le public aux effets négatifs du placement en institution sur le développement de l'enfant ;

c) De mettre en œuvre des mesures de protection sociale en faveur des enfants de travailleurs migrants et des membres de leur famille.

#### **Enfants privés de milieu familial**

26. Appelant l'attention de l'État partie sur les Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants, le Comité souligne que la pauvreté financière et matérielle ou les situations qui en résultent directement et exclusivement ne devraient jamais être l'unique raison avancée pour retirer un enfant à ses parents, le placer dans une structure de protection de remplacement ou empêcher sa réinsertion sociale. À cet égard, le Comité recommande à l'État partie :

a) De développer la prise en charge des enfants en milieu familial chaque fois que possible en vue de réduire le nombre d'enfants placés en institution, en assurant la réinsertion des enfants dans leur famille biologique et en encourageant le placement en famille d'accueil et l'adoption ;

b) De garantir l'application de la réglementation relative aux organismes de tutelle (2017), de manière à instituer des garanties adéquates et des critères clairs pour déterminer si un enfant doit bénéficier d'une protection de remplacement, en se fondant sur les besoins, l'opinion et l'intérêt supérieur de l'enfant ;

c) De finaliser et d'adopter le nouveau projet de règlement type des foyers pour enfants en vue d'améliorer le niveau des soins qui y sont dispensés ;

d) D'augmenter systématiquement le nombre d'inspections effectuées par le Ministère de la santé et de la protection sociale dans les foyers pour enfants et les familles d'accueil pour surveiller les conditions et la qualité des soins dispensés, notamment en établissant des dispositifs accessibles de signalement, de suivi et de traitement des cas de maltraitance.

#### **Adoption**

27. Le Comité note l'augmentation du nombre d'adoptions nationales et recommande à l'État partie :

a) D'inscrire dans la législation le droit pour les membres de la famille élargie qui résident en dehors de l'État partie d'adopter des enfants privés de soins parentaux ;

b) D'envisager de ratifier la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (1993).

### **G. Handicap, santé de base et bien-être (art. 6, 18 (par. 3), 23, 24, 26, 27 (par. 1 à 3) et 33)**

#### **Enfants handicapés**

28. Le Comité accueille favorablement l'adoption de la loi sur la protection sociale des personnes handicapées (2010), mais il est gravement préoccupé par la protection insuffisante des enfants handicapés contre la discrimination, en particulier :

a) La répartition inégale des fonds alloués par l'État partie aux enfants handicapés, selon qu'ils sont nés avant ou après l'adoption de la loi sur la protection sociale des personnes handicapées ;

b) Le manque de données fiables, qui fait obstacle à la fourniture de services aux enfants handicapés et à l'évaluation de ces services ;

- c) L'accessibilité physique des institutions publiques, des transports et des logements, qui demeure limitée ;
- d) La disponibilité limitée des services financés par l'État en matière de dépistage et de diagnostic précoces du handicap et de la réadaptation ;
- e) Le défaut de prise en considération globale des besoins des enfants handicapés et de leur famille, en particulier des besoins des adolescentes handicapées ;
- f) Les prestations sociales et les services sociaux insuffisants fournis aux enfants handicapés ayant d'importants besoins et à leur famille, qui n'encouragent ni n'aident assez les familles à garder ces enfants auprès d'elles, ce qui a pour effet qu'une proportion excessive d'enfants handicapés continuent de vivre en institution ;
- g) L'accès extrêmement restreint des enfants handicapés à l'éducation.

29. **À la lumière de son observation générale n° 9 (2006) sur les droits des enfants handicapés, le Comité rappelle sa recommandation antérieure (voir CRC/C/TJK/CO/2, par. 51) et prie instamment l'État partie d'adopter une approche du handicap fondée sur les droits de l'homme, de mettre en place une stratégie globale pour l'inclusion des enfants handicapés et :**

- a) **De recueillir systématiquement des données ventilées sur les enfants handicapés, condition nécessaire pour élaborer des politiques et des programmes adaptés en faveur de ces enfants ;**
- b) **De veiller à l'application des Règles et normes d'urbanisme relatives à l'accessibilité aux bâtiments par les personnes à mobilité réduite (2014), compte tenu des principes de la conception pour faciliter l'accès des enfants handicapés aux bâtiments publics et aux services de transport ;**
- c) **De prendre des mesures immédiates pour garantir l'accès des enfants handicapés aux soins de santé, y compris à la détection et à l'intervention précoces, ainsi qu'aux programmes de réadaptation, en finalisant et en adoptant le projet de document d'orientation relatif à l'intervention précoce ;**
- d) **D'améliorer l'accès des enfants handicapés aux aides et prestations sociales adéquates, notamment en faisant mieux connaître l'existence de ces prestations ;**
- e) **De finaliser et d'adopter le projet de code de l'éducation, dont la version actuelle contient un chapitre relatif à l'éducation inclusive ;**
- f) **D'assurer l'application de la Stratégie nationale pour le développement de l'enseignement (2012-2020), qui prévoit l'intégration progressive des enfants handicapés dans le système d'enseignement général, et veiller à la reconduction et à la mise en œuvre du Cadre national sur l'éducation inclusive des enfants présentant un handicap physique (2011-2015), en l'étendant aux enfants présentant un handicap psychosocial ou intellectuel ;**
- g) **De former du personnel et des enseignants spécialisés et de les affecter à des classes intégrées pour apporter un soutien individualisé et toute l'attention voulue aux enfants ayant des difficultés d'apprentissage ;**
- h) **De mener des campagnes de sensibilisation ciblant les fonctionnaires, le public et les familles pour combattre la stigmatisation et les préjugés envers les enfants handicapés et promouvoir une image positive de ces enfants.**

#### **Santé et services de santé**

30. Le Comité salue la réforme du secteur de la santé engagée par l'État partie et la réduction sensible des taux de mortalité infantile et juvénile, mais il constate avec préoccupation que :

- a) Le budget alloué par l'État partie à la prestation des services de santé est insuffisant et inopérant, ce qui rend la mise en œuvre du Plan stratégique pour le

développement de la médecine familiale axée sur les soins de santé primaires (2016-2020) tributaire des fonds des donateurs ;

b) La prestation des services de santé est fragilisée par la médiocrité des infrastructures et des équipements, les structures hospitalières manquant souvent d'eau, d'assainissement et d'électricité ;

c) Le niveau de connaissances et de compétences du personnel de santé est médiocre, alors qu'une mauvaise qualité des soins dispensés aux nouveau-nés influe sur le taux de mortalité néonatale ;

d) Les décès de nourrissons sont pour la plupart évitables, leur prévalence est plus élevée en milieu rural et ils ne sont pas tous déclarés ;

e) Le système de vaccination de routine est affaibli par les lacunes que présentent le contrôle, le suivi et l'établissement de rapports sur le taux de couverture, la gestion des stocks de vaccins et le financement dans la durée du programme de vaccination.

**31. Compte tenu de son observation générale n° 15 (2013) sur le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible et de la cible 3.2 des objectifs de développement durable visant à éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans, le Comité recommande à l'État partie :**

a) **De prendre rapidement les mesures nécessaires pour accroître le budget alloué au système de soins de santé de manière à garantir à tous les enfants un accès adéquat aux services de soins de santé primaires, en accordant une attention particulière aux enfants qui vivent dans les zones rurales et à ceux dont les parents ont de faibles revenus, notamment en mettant en œuvre le Plan stratégique relatif à la poursuite de la réforme du financement de la santé (2015-2018) et en rendant l'assurance maladie obligatoire, comme prévu par la loi sur l'assurance maladie (2008) ;**

b) **D'allouer des ressources suffisantes à la mise en œuvre du Programme national de vaccination (2016-2017) afin de combler les lacunes existantes et d'assurer la vaccination de tous les enfants dans l'État partie ;**

c) **D'introduire et d'appliquer le Guide technique concernant l'application d'une approche fondée sur les droits de l'homme à la mise en œuvre des politiques et des programmes visant à réduire et à éliminer la mortalité et la morbidité évitables des enfants de moins de 5 ans du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (A/HRC/27/31) ;**

d) **De solliciter une assistance technique à cet égard auprès, notamment, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de l'Organisation mondiale de la Santé.**

## **Nutrition**

32. Le Comité constate avec préoccupation qu'une forte proportion de la population rurale, y compris des enfants, s'inquiètent pour leur sécurité alimentaire et n'ont pas assez à manger, et que de nombreux habitants n'ont pas assez d'argent pour se procurer des denrées alimentaires de base. Il constate également avec préoccupation que le manque de connaissances et de compétences des familles et des aidants en matière de soins aux enfants et de pratiques nutritionnelles ont contribué à la malnutrition généralisée des enfants dans l'État partie, facteur de retard de croissance, d'anémie et de carence en iode.

**33. Compte tenu de la cible 2.2 des objectifs de développement durable, qui vise à mettre fin à toutes les formes de malnutrition, le Comité recommande à l'État partie de mettre pleinement en œuvre sa stratégie nationale de développement (2030) pour assurer la sécurité alimentaire et garantir l'accès de la population à une alimentation de qualité, notamment :**

a) **En finalisant et en adoptant le plan-cadre multisectoriel pour l'alimentation afin d'assurer le fonctionnement de la plateforme nationale consacrée aux questions d'alimentation ;**

b) En veillant à la disponibilité des micronutriments essentiels, dont les vitamines A et D, pour les enfants de moins de 5 ans, en accordant une attention particulière à ceux vivant en zone rurale et issus de familles à faible revenu, et en facilitant l'offre de conseils nutritionnels lors de leur distribution ;

c) En intensifiant ses efforts de sensibilisation à l'importance de l'allaitement maternel et de la nutrition, en général, pour les enfants, auprès du grand public et, en particulier, des personnes s'occupant d'enfants.

#### Santé mentale

34. Compte tenu de la pénurie de prestataires qualifiés de services de santé mentale à même de répondre aux besoins psychosociaux des enfants et des adolescents dans l'État partie, le Comité lui recommande d'augmenter l'offre de services de soutien psychologique et le nombre de travailleurs sociaux dans les écoles et dans les communautés et de veiller à ce que tous les professionnels travaillant avec des enfants soient dûment formés au dépistage et à la prise en charge des tendances suicidaires précoces et des problèmes de santé mentale.

#### Santé des adolescents

35. Le Comité accueille avec satisfaction les modifications apportées à la loi relative à la santé de la procréation et aux droits en matière de procréation (2015), qui ramènent de 18 à 16 ans l'âge à partir duquel les adolescents n'ont plus besoin de l'autorisation de leurs parents pour avoir librement accès aux informations sur la santé procréative et à des services confidentiels de qualité et qui garantissent l'accès des adolescents à l'éducation sexuelle dans les établissements éducatifs. Il constate cependant avec préoccupation que cette loi n'est pas appliquée et que, en particulier, l'accès des adolescentes à la contraception demeure difficile. À la lumière de son observation générale n° 4 (2003) sur la santé et le développement de l'adolescent dans le contexte de la Convention relative aux droits de l'enfant, le Comité recommande à l'État partie de renforcer son programme de services de santé adaptés aux jeunes, en veillant à ce qu'il encourage l'accès des filles et des garçons à l'information et aux services afin de réduire le nombre de grossesses précoces et d'améliorer l'accès aux contraceptifs, en particulier dans les zones rurales.

#### VIH/sida

36. Le Comité note avec satisfaction que l'État partie a révisé (en 2014) la loi sur le VIH/sida, pour, notamment, relever l'âge jusqu'auquel les enfants ont le droit de percevoir des prestations sociales et leur garantir le droit au dépistage. Il constate cependant avec préoccupation que le taux d'infection par le VIH accuse une forte hausse chez les moins de 10 ans, que la prévalence de la co-infection VIH/tuberculose augmente chez les enfants, que la thérapie antirétrovirale est administrée tardivement aux femmes enceintes vivant avec le VIH et que la plupart des enfants vivant avec le VIH ont été contaminés lors d'une intervention médicale. À la lumière de son observation générale n° 3 (2003) sur le VIH/sida et les droits de l'enfant, le Comité recommande à l'État partie :

a) De renforcer le dépistage obligatoire du VIH chez les femmes en début de grossesse, dans le souci de prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant ;

b) D'améliorer le suivi des mères infectées par le VIH/sida et de leurs nourrissons, de manière à garantir un diagnostic précoce et un démarrage rapide des traitements ;

c) De mettre en œuvre son programme national de lutte contre le sida 2017-2020 pour s'attaquer aux principaux modes de transmission en cause chez les enfants et d'améliorer l'accès de ces derniers à des services de santé de qualité et adaptés à leur âge concernant le VIH/sida et la santé de la sexualité et de la procréation ;

d) De solliciter une assistance technique auprès du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, entre autres.

#### Niveau de vie

37. Tout en saluant le recul notable du taux de pauvreté, le Comité demeure préoccupé par la persistance de la pauvreté, en particulier par le risque élevé qu'ont les familles ayant des enfants d'y être confrontées. Il recommande à l'État partie de consacrer les ressources nécessaires à la mise en œuvre de sa Stratégie nationale de développement (2030), en veillant tout particulièrement à améliorer le niveau de vie des enfants, y compris à leur garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi qu'à protéger leur famille des expulsions. Il lui recommande aussi d'apporter aux familles confrontées à des difficultés sociales et économiques le soutien et les services de protection sociale voulus pour que leurs enfants ne se retrouvent pas dans l'obligation de travailler. Il conviendrait d'élaborer des programmes ciblés en associant utilement les enfants à leur élaboration.

#### Incidence des changements climatiques sur les droits de l'enfant

38. Notant que les catastrophes naturelles gagnent en fréquence et en intensité dans l'État partie, du fait des changements climatiques, et qu'elles entraînent des pertes humaines et matérielles, endommageant notamment l'infrastructure socioéconomique et culturelle, le Comité exhorte l'État partie à adopter une approche axée sur les enfants dans ses politiques d'adaptation aux changements climatiques, ainsi qu'à prendre en considération les enfants dans le cadre de sa stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques (2016-2030), en portant une attention spéciale aux enfants handicapés et aux filles, en ayant à l'esprit la cible 13 b) des objectifs de développement durable : « Promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités pour trouver des moyens efficaces de planification et de gestion permettant de faire face aux changements climatiques. ».

## H. Éducation, loisirs et activités culturelles (art. 28 à 31)

#### Droit à l'éducation, y compris la formation et l'orientation professionnelles

39. Compte tenu de son observation générale n° 1 (2001) sur les buts de l'éducation et prenant note des cibles 4.1 et 4.2 des objectifs de développement durable visant à faire en sorte que, d'ici à 2030, toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité et aient accès à des services de développement et de prise en charge de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité, le Comité exprime une nouvelle fois sa préoccupation (voir CRC/C/TJK/CO/2, par. 62) et recommande à l'État partie :

a) De continuer à s'employer à améliorer la qualité de l'éducation, à développer le recrutement et la formation continue des enseignants, et à construire davantage d'établissements d'enseignement, sur l'ensemble du territoire, en particulier dans les zones rurales et isolées, en assurant la transparence et l'efficacité du financement du secteur de l'éducation ;

b) D'utiliser les leviers sociaux, tels que le soutien des parents et les attentes culturelles quant au rôle des filles et des femmes, pour assurer aux filles l'accès à tous les niveaux de l'éducation, y compris l'enseignement supérieur, sur un pied d'égalité avec les garçons, et de porter une attention particulière à l'éducation axée sur l'autonomisation des filles ;

c) De renforcer le système d'éducation préscolaire de qualité et d'en accroître l'offre et l'accessibilité financière, y compris pour les enfants de familles marginalisées ;

d) D'accroître la disponibilité et l'usage de données de qualité sur le système éducatif, ventilées, notamment, par sexe, appartenance ethnique et couverture géographique, afin d'éclairer la planification, la prise de décisions et la surveillance.

#### Repos, jeu, loisirs et activités récréatives, culturelles et artistiques

40. Se référant à son observation générale n° 17 (2013) sur le droit de l'enfant au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives et de participer à la vie culturelle et artistique, le Comité recommande à l'État partie de garantir le droit de l'enfant au repos et aux loisirs en adoptant des politiques à cet effet et en affectant des ressources suffisantes et pérennes à leur mise en œuvre afin de mettre à la disposition des enfants le temps et les espaces qui leur sont nécessaires pour jouer et se livrer à des activités récréatives, en fonction de leur âge.

### I. Mesures de protection spéciales (art. 22, 30, 32, 33, 35, 36, 37 b) à d) et 38 à 40)

#### Enfants demandeurs d'asile et réfugiés

41. Le Comité accueille avec satisfaction la révision de la loi sur les réfugiés, introduite en 2014, qui garantit l'examen dans le cadre de la procédure de détermination du statut de réfugié des demandes d'asile soumises par des enfants non accompagnés ou séparés, de même que l'adoption, en 2015, de la Loi constitutionnelle sur la nationalité tadjike, qui énonce des garanties générales protégeant les enfants contre l'apatridie à la naissance ; il recommande à l'État partie :

a) D'adopter une politique globale d'intégration des enfants demandeurs d'asile et réfugiés, de sorte que leur soit garanti l'accès à l'éducation, y compris l'apprentissage de la langue tadjike, à la formation professionnelle, aux services de santé et au régime national de protection sociale, en portant une attention particulière aux enfants des familles vulnérables et à ceux vivant en situation de handicap ;

b) D'envisager d'adhérer à la Convention relative au statut des apatrides (1954) et à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie (1961).

#### Enfants appartenant à une minorité

42. Le Comité recommande à l'État partie d'évaluer la situation particulière des enfants roms/jughis et de s'attacher à faciliter leur accès à des documents d'identité, aux services de protection sociale et à des programmes d'insertion sociale afin de garantir l'accès de leur famille aux services publics.

#### Exploitation économique, notamment le travail des enfants

43. Le Comité accueille favorablement l'adoption, en 2016, du nouveau Code du travail, qui fixe l'âge minimum d'emploi à 15 ans et contient des dispositions qui protègent les droits des enfants âgés de 15 à 18 ans sur le lieu de travail, mais il est gravement préoccupé par les informations selon lesquelles un quart environ des enfants de 5 à 17 ans des familles en difficulté sociale et économique se livrent à une activité économique. Il engage l'État partie à :

a) Renforcer l'aptitude du Service ministériel de surveillance du travail des enfants et des comités locaux de surveillance à repérer les enfants engagés dans les pires formes de travail des enfants et à veiller à leur retrait, à leur réadaptation et à leur réinsertion, avec la mise à disposition de services sociaux appropriés, une attention particulière étant portée au nombre croissant d'enfants qui travaillent dans le secteur informel, y compris les enfants fournissant des services domestiques non rémunérés ;

b) Continuer de s'attacher à mettre en œuvre ces recommandations, en étroite coopération avec le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) de l'OIT.

#### **Enfants des rues**

44. Le Comité, renvoyant à son observation générale n° 21 (2017) sur les enfants des rues, recommande à l'État partie :

a) De mettre fin immédiatement aux rafles auxquelles procèdent des agents du Ministère de l'intérieur contre les enfants des rues, qui sont appréhendés et placés en détention sans motif ;

b) D'entreprendre une étude systématique de la situation des enfants vivant ou travaillant dans la rue afin d'en déterminer les causes profondes ;

c) De fournir, en coordination avec des organisations non gouvernementales, des services ciblés d'assistance et de protection sociale aux enfants des rues en vue de leur réadaptation et de leur réinsertion, notamment en leur assurant un abri, des services d'éducation et de formation professionnelle et un accès adéquat à des services sanitaires et sociaux, y compris des programmes de désintoxication et des services de conseil en matière de santé mentale.

#### **Traite d'enfant**

45. L'État partie étant le pays d'origine de femmes et d'enfants victimes de traite, le Comité lui recommande d'adopter les règlements nécessaires à l'application de la loi sur la lutte contre la traite des êtres humains et la prise en charge des victimes de la traite (2014). Il lui recommande aussi d'assurer systématiquement des services de protection à toutes les victimes d'exploitation, y compris des soins médicaux et psychosociaux, une aide juridique, une formation professionnelle et une aide au regroupement familial.

#### **Administration de la justice pour mineurs**

46. Le Comité accueille favorablement la création en 2011 d'un service de la justice pour mineurs au Ministère de la justice et les autres efforts entrepris pour réformer le système de justice. Il constate néanmoins avec une vive préoccupation que :

a) Les moyens efficaces de prévention de la délinquance sont méconnus ; en particulier l'accent est indûment mis sur la répression pour les enfants commettant des infractions d'état ;

b) Des enfants sont privés de liberté à l'École spéciale, à l'Institut technico-professionnel spécial et au centre pour garçons à Douchanbé, au motif que leurs parents ne pourraient pas s'occuper d'eux ;

c) Le renforcement des capacités des juges, des procureurs et des policiers dans le domaine des droits de l'enfant et de la justice des mineurs se fait ponctuellement et manque de financements pérennes ;

d) L'application de mesures non judiciaires aux enfants en conflit avec la loi est inexistante ;

e) Il n'est pas suffisamment fait appel aux mesures de substitution à la détention pour les enfants en conflit avec la loi, que ce soit pour les prévenus ou pour les condamnés ;

f) Les enfants privés de liberté ne sont pas systématiquement séparés des adultes, ni en détention provisoire, ni après une condamnation ;

g) Il n'y a pas de collecte et de publication systématiques de données ventilées sur les enfants en contact avec le système de justice pénale.

47. À la lumière de son observation générale n° 10 (2007) sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs, le Comité engage l'État partie à mettre son système de justice pour mineurs en pleine conformité avec la Convention et avec les autres normes pertinentes. Il l'engage en particulier à :

- a) Définir des mesures de prévention efficaces, afin d'éviter l'entrée dans la délinquance, et dépenaliser les délits d'état ;
- b) Finaliser et adopter le projet de nouveau programme sur la réforme du système de justice pour mineurs (2017-2021) ;
- c) Intensifier les efforts pour aménager dans les tribunaux de district, sur l'ensemble du territoire, des locaux adaptés aux enfants et, sans plus attendre, établir des procédures spécialisées applicables à la justice des mineurs, désigner des juges spécialisés pour les enfants et faire en sorte que ces juges spécialisés, mais aussi les membres des forces de l'ordre, les agents chargés des affaires de mineurs, les procureurs, les travailleurs sociaux et le personnel médical soient dûment formés aux droits de l'enfant ;
- d) Mettre tout enfant en conflit avec la loi systématiquement en contact avec le service d'aide juridictionnelle publique, à un stade précoce et pour toute la durée de la procédure judiciaire ;
- e) Promouvoir, dans les affaires d'enfants accusés d'infractions pénales, des mesures extrajudiciaires, telles que déjudiciarisation, probation, médiation, conseil ou travail d'intérêt général et, chaque fois que possible, recourir à des mesures de substitution afin que la détention ne soit qu'une mesure de dernier ressort, imposée pour la durée la plus courte possible et réexaminée régulièrement en vue d'y mettre un terme ;
- f) Étendre à l'ensemble du pays le projet pilote sur les services d'appui aux mineurs, afin que tous les enfants en conflit avec la loi bénéficient de services de réadaptation psychosociale, qu'il y ait eu recours à des moyens extrajudiciaires ou non et qu'ils aient purgé ou non une peine, privative de détention ;
- g) Si le placement en détention est inévitable, veiller à ce que les enfants soient séparés des adultes et à ce que leurs conditions de détention soient conformes aux normes internationales, y compris en matière d'accès à l'éducation et aux services de santé ;
- h) Renforcer l'aptitude du groupe de surveillance, composé de représentants d'organisations non gouvernementales et du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme, à effectuer des visites d'inspection dans tous les lieux où des enfants sont susceptibles d'être privés de liberté ;
- i) Collecter et publier des données sur les enfants en contact avec le système de justice pénale, ventilées, notamment, par âge, sexe, handicap, zone géographique, appartenance ethnique et situation socioéconomique.

#### Enfants victimes ou témoins d'infractions

48. Le Comité accueille favorablement la modification apportée en 2016 à la disposition du Code de procédure pénale relative aux interrogatoires de mineurs, mais il recommande à l'État partie de veiller à ce qu'une nouvelle modification soit apportée au Code pour tenir pleinement compte des Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels (voir la résolution 2005/20 du Conseil économique et social, annexe).

## **J. Ratification du Protocole facultatif établissant une procédure de présentation de communications**

49. Le Comité recommande à l'État partie de ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, afin de renforcer encore le respect des droits des enfants.

## **K. Ratification d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme**

50. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager de ratifier les instruments relatifs aux droits de l'homme fondamentaux ci-après auxquels il n'est pas encore partie, afin de renforcer encore le respect des droits de l'enfant :

a) La Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif ;

b) La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ;

c) Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

d) Le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort.

## **V. Mise en œuvre et soumission de rapports**

### **A. Suivi et diffusion**

51. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues pour que les recommandations figurant dans les présentes observations finales soient pleinement mises en œuvre. Il recommande également que le rapport valant troisième à cinquième rapports périodiques, les réponses écrites de l'État partie et les présentes observations finales soient largement diffusés dans les langues du pays.

### **B. Prochain rapport**

52. Le Comité invite l'État partie à soumettre son rapport valant sixième et septième rapports périodiques le 24 mai 2022 au plus tard et à y faire figurer des renseignements sur la suite donnée aux présentes observations finales. Ce rapport devra être conforme aux directives spécifiques à l'instrument adoptées le 31 janvier 2014 (CRC/C/58/Rev.3) et ne pas dépasser 21 200 mots (voir la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, par. 16). Si l'État partie soumet un rapport dont le nombre de mots excède la limite fixée, il sera invité à en réduire la longueur de manière à se conformer à la résolution susmentionnée. S'il n'est pas en mesure de remanier son rapport et de le soumettre à nouveau, la traduction de ce rapport aux fins d'examen par le Comité ne pourra pas être garantie.

53. Le Comité invite en outre l'État partie à soumettre un document de base actualisé qui ne dépasse pas 42 400 mots et soit conforme aux prescriptions applicables aux documents de base figurant dans les directives harmonisées concernant l'établissement des rapports à présenter en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, englobant le document de base commun et les rapports pour chaque instrument (HRI/GEN/2/Rev.6, chap. I), et au paragraphe 16 de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale.